



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 19-07 juillet 2021

En bref

Le taux de chômage au Mexique devrait rester au-dessus des niveaux pré-pandémiques en 2022, selon l'OCDE. Le Mexique a connu l'une des plus fortes baisses d'emploi parmi les pays de l'OCDE en raison de la pandémie de COVID-19. L'organisation internationale a prévu un taux de chômage pour le pays au quatrième trimestre 2022 encore supérieur de 0,5 point de pourcentage aux 3,6 % de février 2020.. En mai 2021, le taux de chômage se situait à 4,2%.

LE CHIFFRE À RETENIR

+31%

La hausse annuelle des *remesas* en mai 2021 au Mexique.

Zoom sur la Russie : premier pays émetteur de touristes vers Cuba

D'après les chiffres officiels publiés par les autorités cubaines, la Russie est aujourd'hui le 1er pays émetteur de touristes vers Cuba, avec plus de 52.000 visiteurs reçus sur les cinq premiers mois de 2021, soit à peine 17,7% de moins par rapport à la même période de l'année 2020. De manière globale, depuis début 2021, la fréquentation touristique de Cuba a chuté de 91% par rapport à l'année précédente. Derrière la Russie, le nombre de résidents cubains à l'étranger ayant visité l'île s'élève à 10.277 visiteurs contre 106.936 fin mai 2020, soit une baisse de 90,4%. Les voyageurs en provenance d'Europe ont également enregistré un net recul, notamment l'Allemagne (-88,7%, avec 4.501 visiteurs), l'Espagne (-86%, avec 3.060 visiteurs) et la France (-97,2%, avec seulement 1.254 visiteurs). Le Canada, autrefois premier émetteur de touristes vers l'île, a enregistré une baisse de 99,4%, avec seulement 2.278 visiteurs (contre 403.620 sur la même période en 2020).

Le tourisme, l'un des secteurs clefs de l'économie cubaine, représentait la troisième source de devises du pays (près de 3 milliards USD en année "normale") et constituait jusqu'au début de la crise sanitaire l'un des principaux

moteurs de croissance de l'économie, bénéficiant tant au secteur public qu'au « secteur privé » (maisons d'hôtes, restaurants, taxis, ...). Les autorités cubaines ont confirmé l'objectif de recevoir plus de 2 millions de touristes en 2021 (soit +50% par rapport à l'année précédente).

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 7 juillet, le Mexique enregistrait 234 192 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,49% en une semaine. 2 558 369 cas confirmés ont été enregistrés (+1,55% en une semaine). Au 6 juillet 2021, 26,13% de la population mexicaine a été vaccinée.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le SAT aurait récupéré 964,5 Mds MXN (40,2 Mds EUR) de dettes fiscales en deux ans et demi. Cela serait dû à une meilleure efficacité de la collecte et du recouvrement et sans avoir à engager des poursuites, notamment grâce à une modification de la loi et des actions de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. 41% du total recouvré proviendrait des gros contribuables et 29% supplémentaires d'actes de contrôle. 13% du total viendrait également des taxes provenant du commerce extérieur.

Le gouvernement mexicain a placé des obligations durables en EUR à un taux historiquement bas. Il a émis des obligations pour un montant de 1,25 Mds EUR pour une durée de 15 ans avec un taux de coupons de 2,25%. Il s'agit du deuxième placement d'obligations libellées en euros et alignées sur les objectifs du développement durable

(ODD). La première obligation de ce type avait été placée le 14 septembre dernier pour une durée de 7ans.

3 ECONOMIE

Les analystes consultés par Banxico relèvent les prévisions de croissance pour le Mexique, mais aussi pour l'inflation. L'économie mexicaine devrait connaître cette année un rebond de 5,8%. Lors de l'enquête précédente, l'estimation était de 5,16%. Pour 2022, les experts estiment que la hausse du PIB sera de 2,8%, soit plus que la prévision précédente (2,65%). Les principaux facteurs susceptibles de limiter les performances de l'économie seraient l'incertitude de la politique intérieure, ou des problèmes d'insécurité politique. En ce qui concerne l'inflation, elle devrait atteindre 5,58% en 2021, soit plus d'un demi-point de pourcentage de plus que son estimation de mai (5,02%). Et en 2022, elle atteindrait 3,75%.

La confiance des consommateurs fait un « bond » en juin et atteint son niveau le plus élevé depuis deux ans. L'indicateur s'établit ainsi à 44,5 unités, selon l'INEGI, soit une hausse de 1,5% g.m. en juin et de 12,5% g.a.. L'indice cumule ainsi 4 mois consécutifs de hausse. Les cinq composantes de l'indice de confiance des consommateurs ont enregistré des augmentations.

Toutefois, l'investissement et la consommation perdent de leur vigueur

dernièrement. L'investissement brut de capital fixe a connu en avril sa première baisse mensuelle de l'année, tandis que les ventes dans les magasins de proximité ont chuté jusqu'à 25%. L'investissement brut en capital fixe s'est notamment contracté de 0,9 % au quatrième mois de l'année, en raison de la diminution des dépenses de construction et de machines et équipements, causée par les perturbations des chaînes de valeur au niveau mondial, mais aussi la saison électorale nationale et la possibilité d'une politique monétaire moins expansionniste, qui a contenu les dépenses des entreprises dans ces domaines.

Les transferts de fonds de migrants ont atteint une nouvelle fois un niveau record en mai, totalisant 4,5 Mds USD. Cela représente une augmentation de 31% par rapport à mai 2020. De janvier à mai, 19,2 Mds USD de transferts ont été enregistrés, ce qui implique une augmentation de 21,75%, par rapport à la même période de l'année dernière.

Le crédit bancaire a diminué de 13,1% g.a. en mai, soit le 10^{ème} mois consécutif de contraction. La forte contraction de l'activité économique en 2020 et son impact sur le marché du travail ont réduit la demande de crédit des ménages et, du côté de l'offre, ont conduit les banques à resserrer les normes de crédit, devenant plus exigeantes dans l'octroi

de nouveaux prêts, compte tenu d'un niveau de risque plus élevé. L'encours des crédits au consommateur a diminué de 10,1% g.a. en mai, tandis que les crédits immobiliers sont en hausse de 2,7% g.a.. Le financement des entreprises est quant à lui en baisse de 18,2%g.a. en mai.

La part des centrales électriques à énergie propre a augmenté de 12,9% g.a. en avril. L'augmentation est portée notamment par les énergies propres intermittentes, telles que les centrales éoliennes et photovoltaïques. En 2020, la capacité installée des centrales à énergie propre était de 25 594 MW, tandis qu'au 30 avril 2021, elle était de 28 714 MW. Au 30 avril 2021, la Commission fédérale de l'électricité (CFE) disposait d'une capacité installée de 44 835 MW. Le secteur privé dispose quant à lui d'une capacité installée de 27 034 MW et Pemex de 921 MW.

4 RELATION AVEC LES US

Le commerce entre le Mexique et les Etats-Unis a connu entre janvier et mai une forte hausse. Les exportations sur cette période ont notamment atteint 262,8 Mds USD, ce qui représente une croissance de 30,4% par rapport à la même période de 2020 et place le Mexique comme premier partenaire commercial des Etats-Unis. Luz María de la

Mora, vice-ministre au commerce extérieur, a notamment déclaré que le traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) avait été une pièce maîtresse de la reprise économique de l'Amérique du Nord après la pandémie.

Katherine Tai rencontrera la semaine prochaine Tatiana Clouthier pour le Mexique et Mary Ng pour le Canada à la CDMX. La négociatrice commerciale en chef du président Joe Biden prévoit en effet de se rendre à Mexico pour rencontrer ses homologues du Canada et du Mexique afin de faire progresser leur accord de libre-échange entré en vigueur il y a un an. L'attention portée aux questions de travail s'est accrue en mai après que les États-Unis aient demandé au Mexique de vérifier, dans le cadre du mécanisme de réponse rapide, si les employés d'une usine de General Motors étaient privés de leurs droits. Aussi, le droit du travail devrait être au cœur des débats de la semaine prochaine, tout comme les politiques mexicaines qui semblent désavantager les investissements américains dans le secteur des énergies propres et renouvelables.

5 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les opérateurs de services de connectivité tels que Telcel, AT&T et Movistar disposeront de

60 jours pour mettre en œuvre les lignes directrices sur la neutralité du réseau, une fois qu'elles auront été publiées par décret, faute de quoi ils s'exposent à des sanctions. L'Institut fédéral des télécommunications (IFT) a approuvé dernièrement les lignes directrices pour la gestion du trafic et l'administration du réseau, dans lesquelles il établit que les concessionnaires et les titulaires de licences qui fournissent un service d'accès à Internet peuvent mettre en œuvre des politiques de gestion du trafic et d'administration du réseau, ainsi que des services qu'ils mettent à la disposition des utilisateurs finaux mais à conditions de ne pas limiter, dégrader, restreindre, discriminer, entraver, interférer, filtrer ou bloquer l'accès aux contenus, applications ou services aux utilisateurs finaux, sauf en cas de situations inévitables.

6 ACTUALITES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Une rencontre franco-mexicaine sur les Indications Géographiques (IG) a eu lieu cette semaine. A l'occasion de la clôture de la formation AmLatGI du CIRAD, pour laquelle le MAA a financé sept bourses pour des mexicains, une rencontre virtuelle à haut niveau a été organisée par l'Ambassade afin de saisir l'occasion de donner une résonance médiatique à ce dossier sensible. En présence des Ambassadeurs de France et de l'UE, le

Ministre de l'agriculture a tenu des propos élogieux en faveur des IG et de leur potentiel pour les petits producteurs mexicains, priorité du Gouvernement.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 07/07/2021
Bourse (IPC)	-0,47%	+33,53%	50 052,91
Taux de change USD/MXN	0%	-11,87%	19,94
Taux de change EUR/ MXN	-0,5%	-7,78%	23,52
Prix du baril mexicain	+0,78%	+81,92%	69,43 68,89

Amérique centrale

1. Costa Rica

Un scandale de corruption agite le débat public costaricien et invite à restructurer le Conseil National de la Voierie (Conavi). Depuis quelques semaines, le Conavi, structure

publique dépendant du Ministère des Travaux Publics et des Transports costaricien (MOPT), est au cœur d'un énorme scandale de corruption, dans lequel sont impliquées plusieurs entreprises de BTP (dont les constructeurs MECO et H Solis). Le Conavi est en effet accusé d'avoir reçu des pots de vin de la part d'entreprises de BTP en échange de l'attribution de contrats de travaux publics. Tant la classe politique costaricienne que le secteur bancaire sont impactés par le démantèlement de ce «réseau de crime organisé». Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires sont actuellement auditionnés par une Commission législative chargée d'investiguer et de recueillir des documents justificatifs auprès des différentes institutions publiques. Concernant le Conavi et le MOPT, la Commission législative mènera un contrôle sur pièce et sur place afin d'enquêter sur les processus internes utilisés par ces institutions publiques, relatifs à la construction d'infrastructure routière depuis 2014. De son côté, la Superintendance des entités financières (Sugef) s'inquiète des répercussions financières de ce scandale sur le secteur bancaire costaricien. En effet MECO et H Solis, entreprises de BPT concernées par l'affaire de corruption ont toutes deux contracté des prêts auprès de plusieurs banques costariciennes (dont Banco Nacional et Banco de Costa Rica), pour une dette de plus de 72 M de colons. L'une des missions de la Sugef sera donc de surveiller les effets du scandale sur les institutions financières.

Les IDE ont chuté de 38% au Costa Rica en 2020. Atteignant le flux de 1,7 Mds USD, les IDE

costariciens ont enregistré une baisse significative de 38%, qui s'explique notamment par une baisse de la demande externe ainsi qu'une chute du tourisme. Les IDE au sein des zones franches ont notamment enregistré une baisse de 41%. Néanmoins, l'intégration du Costa Rica à l'OCDE semble présager un retour des investisseurs étrangers dans le pays, d'après le rapport 2021 de l'ONU relatif aux investissements dans le monde. Par ailleurs, la volonté du Gouvernement costaricien de favoriser le développement industriel du pays, notamment à travers la fabrication de dispositifs médicaux, est un signal positif envoyé aux capitaux étrangers. Pour l'heure, le Costa Rica a déjà attiré près de 22 projets Greenfield pour produire des équipements médicaux.

2. El Salvador

L'économie salvadorienne a crû de 3,04% g.a. au premier trimestre selon la Banque centrale. Le secteur minier a connu la plus forte hausse (+13,3% g.a.) suivi des secteurs des communications (+8,3%) et de l'immobilier (+6%). A l'inverse, le secteur de la construction, représentant 25.000 emplois directs et plus de 200.000 emplois indirects, continue de souffrir (-6,4% g.a.). Le secteur des services a lui aussi connu une contraction de 3,3% sur les trois premiers mois de l'année. L'institution prévoit par ailleurs une croissance entre 5 et 6% pour l'année 2021 contre 4,2% pour le FMI et 4,1% pour la Banque mondiale.

La nouvelle Assemblée législative à majorité gouvernementale a approuvé plus de 1 Md USD d'endettement durant ses deux premiers mois en fonction. 670 MUSD de dette correspondent à des engagements auprès de la BCIE notamment pour des projets d'éducation, d'infrastructure et pour le Plan de contrôle des territoires. 370 MUSD de prêts de la BID ont quant à eux été approuvés notamment pour un projet de soutien aux PME et pour l'éducation. La dette du pays atteindrait dès lors 70% du PIB selon les sources officielles et 90% selon l'opposition. En 2020, la dette publique salvadorienne avait augmenté de 2,8 Mds USD. Le gouvernement Bukele prévoit par ailleurs l'émission de bons du Trésor pour financer les infrastructures de gestion du Bitcoin.

3. Guatemala

Les transferts de fonds de migrants (remesas) ont atteint 7 Mds USD – soit l'équivalent de la somme des IDEs depuis 2015 – sur le premier semestre 2021, en augmentation de 43% g.a. selon la Banque centrale. 1,4 Md USD de remesas ont été reçu par les familles guatémaltèques au mois de juin, soit le record mensuel historique. Le Guatemala est le second pays d'Amérique latine derrière le Mexique à recevoir le plus de remesas en valeur absolue, qui représentent dès lors 14,6% de son PIB.

Le Fonds russe d'investissement a contredit les dires de la Ministre de la santé, Amélia Flores, sur la demande de remboursement des 80 MUSD payés à la Russie pour l'achat de 8 millions de doses du vaccin Sputnik. L'agence russe précise que le Ministère de la santé n'a jamais émis de demande formelle de remboursement et que deux livraisons de 200 000 doses allaient être réalisées dans les prochaines semaines. Cet épisode vient s'ajouter à une gestion qualifiée de mauvaise par l'opinion publique sur l'achat de vaccin alors que le Guatemala se place parmi les pires élèves du continent américain, 1% de la population ayant reçu le schéma vaccinal complet.

Dans le cadre de la visite du Secrétaire à la sécurité intérieure des Etats-Unis, Alejandro Mayorkas, les deux pays ont annoncé un plan de renforcement de la frontière et des ports guatémaltèques pour combattre le trafic illégal de marchandise et lutter contre l'immigration clandestine. Ce plan se concentrera notamment sur la sécurité dans les ports de marchandises du pays pour assurer un meilleur contrôle de l'envoi de marchandises, améliorer les procédures portuaires et lutter contre le trafic de drogue. 1500 agents de police chargés de la surveillance des frontières seront par ailleurs formés pour mieux appréhender les nouvelles méthodes d'immigration illégale.

4. Honduras

Les Investissements Directs Etrangers ont diminué de 7% g.a. au premier trimestre 2021 pour atteindre 311 MUSD selon la Banque centrale. 88% des flux correspondaient des réinvestissements de bénéfiques, 6% d'autres flux de capitaux et 5% des actions et participations. L'industrie manufacturière regroupe 47% des flux d'IDES, suivie par les services (31,7%), les commerces, hôtels et restaurants (12%) et le secteur eau, gaz & électricité (11,1%). L'Amérique du Nord compte pour 36% du total des IDEs entrants, l'Amérique du Sud pour 21%, le reste de l'Amérique centrale pour 19% alors que l'Europe a apporté 56,2 MUSD d'IDE soit 18%.

La Chambre hondurienne des assureurs a indiqué qu'à fin avril, 419 MUSD (10 Mds HNL) avaient été octroyées aux entreprises touchées par les tempêtes Eta et Iota de novembre dernier. Les compagnies d'assurances ont notamment déboursé 70 MUSD en indemnités de catastrophe. La Chambre a par ailleurs annoncé que les ventes d'assurances étaient restées stables, les entreprises souhaitant continuer de couvrir leurs employés sur les dépenses de santé.

5. Nicaragua

La BCIE a approuvé un prêt de 151,4 MUSD pour le programme d'assainissement du lac

Managua. Le projet prévoit notamment la construction de trois stations de traitement des eaux usées, de 254 km de collecteurs et d'égouts et les raccordements de 18 716 foyers. Ce prêt, d'une durée de 20 ans avec une période de grâce de 5 ans, sera divisé en deux tranches, la première financée directement par la BCIE et la deuxième provenant de la Banque de développement allemande KfW.

6. Panama

Alors que le pays espérait des annonces concrètes relatives à un plan de relance économique favorable à une création de l'emploi, le Président Cortizo, dans son discours à la Nation, se contente d'évoquer la stratégie vaccinale et élude les fondamentaux économiques, paralysés par la crise. Bien qu'une grande partie de la population active panaméenne soit au chômage (18,5%) ou connaisse encore une suspension de son contrat de travail (111 586 personnes), beaucoup regrettent l'absence d'une stratégie de réactivation de l'emploi de la part du Gouvernement. **L'année 2020 enregistre en effet, une destruction de 289 000 emplois et une augmentation dans le même temps de l'informalité, pour plus de 777 162 emplois non agricoles.** Par ailleurs, certes, le Président Cortizo mentionne dans son discours, des indicateurs économiques favorables à une relance de l'activité – augmentation de 21% des exportations de la zone franche de Colon, augmentation de 8,5% des flux de conteneurs dans les ports – pour autant, les fondamentaux

économiques restent fragiles (contraction des crédits de l'ordre de 17% et baisse de l'indice mensuel d'activité économique de 5,83%). Enfin, le Président fait référence dans son discours aux estimations de croissance faites par les organisations internationales (notamment le FMI), qui postulent que le Panama connaîtra l'une des meilleures performances économiques de la région en 2021, soit un taux de croissance prévisionnel de 12%. Cependant, il est utile de rappeler que ces projections de croissance ont un effet de rebond statistique car elles partent d'une base très basse en 2020, soit -18%.

Maintenir l'attractivité du pays suppose d'augmenter les recettes et de prioriser les dépenses publiques. La crise du coronavirus a drastiquement réduit les recettes publiques fiscales et non fiscales de l'Etat panaméen et a ainsi obligé les autorités publiques à chercher des sources de financement externes afin de soutenir la structure économique et sociale de l'Etat. La dette panaméenne a par exemple augmenté de plus de 5 Mds USD en 2020, et se situe à environ **70% du PIB** panaméen, ce qui pèse sur l'attractivité du pays et met en péril le niveau d'investissement du Panama. La relation entre la dette et le PIB est un indicateur clef pour les agences de notation et leur permet notamment de qualifier le degré d'attractivité d'un pays. **Afin d'éviter une dégradation du risque pays, la réactivation de l'économie couplée à une stratégie d'assainissement des finances publiques semble nécessaire.** Malgré une chute de presque 20% de la croissance économique panaméenne, le Panama continue de susciter la confiance des investisseurs. En

février 2021, l'agence de notation Fitch Ratings a par exemple abaissé la note pays de BBB à BBB- mais a maintenu la note d'investissement. Pour autant, si l'Etat panaméen ne parvient pas à réduire le déficit public, une nouvelle dégradation du risque pays est prévisible et pourrait conduire à une baisse de l'attractivité. La relance de l'économie permettrait à l'Etat d'augmenter ses revenus et ainsi de disposer d'un espace budgétaire suffisant pour réduire ses dépenses publiques et les prioriser. Par ailleurs, réduire les dépenses fiscales, à savoir **l'évasion fiscale (8% du PIB) et la corruption (4% du PIB)**, permettrait également de renflouer les caisses de l'Etat panaméen et de donner un signal positif aux investisseurs étrangers.

Le GAFI maintient le Panama sur la liste des pays présentant des carences stratégiques (liste grise). La République de Panama, depuis juin 2019 est inscrite sur la liste grise du GAFI et depuis lors, elle n'a pas pu en sortir. Au cours de sa session plénière du 25 juin 2021, le GAFI a réinscrit le Panama dans sa liste de « juridictions présentant des carences stratégiques » et recommande de placer le pays « sous une tutelle renforcée ». Bien que le GAFI reconnaisse les différentes mesures prises par le Gouvernement panaméen afin de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'ensemble du plan d'action GAFI est loin d'être complètement réalisé et le Panama a d'ailleurs dépassé les délais de mise en œuvre. D'après le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), 5 actions du plan GAFI sont entièrement réalisées et 10 actions sont actuellement en cours de

réalisation. **Pour l'heure, la régulation des personnes morales non financières et la question des sanctions proportionnées et dissuasives, sont des actions dont la réalisation par le Panama continue de faire défaut.** Par ailleurs, l'amélioration de la coopération entre institutions et la coopération internationale au sujet de l'échange d'information relative aux bénéficiaires finaux semble également nécessaire. Concernant l'historique GAFI du Panama, il est utile de mentionner que le Panama fut inscrit sur la liste grise du GAFI plusieurs fois au cours des années 2000 : la première fois en 2000, puis ensuite entre 2014 et 2016 et enfin depuis 2019, avec un renouvellement en 2021. Darma Romero, directrice de la stratégie fiscale internationale du Panama au sein du MEF, rappelle que la réputation de la juridiction est en jeu et l'inscription du Panama sur la liste GAFI dissuade de nombreux investisseurs étrangers et impacte lourdement l'emploi.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Suite à la présentation du projet de Pacte de l'eau, le gouvernement a préparé la réorganisation institutionnelle du secteur. Le ministre de l'économie, de la planification et du développement, Ceara Hatton, a identifié comme problématique la confusion et la dispersion des nombreuses institutions

intervenant dans le secteur de l'eau. Le principal objectif est de parvenir à une gestion unifiée et centralisée de l'eau. Pour ce faire, le gouvernement veut confier la politique de planification et d'évaluation de l'eau à une seule institution. Diverses options sont discutées autour de la création de l'autorité nationale de l'eau: la transformation de l'Institut national des ressources hydrauliques (Indhri) ou la création d'une nouvelle institution.

2. Cuba

Cuba fait face à des difficultés énergétiques.

La situation énergétique à Cuba reste tendue. L'arrêt de deux unités de production d'électricité du fait de pannes, conjugué avec des problèmes d'approvisionnement en carburant, ont conduit à une contraction de l'offre électrique plongeant l'île dans une situation de « stress » énergétique. Ces

derniers mois, le système électrique cubain a subi des ruptures de production dans plusieurs de ses centrales thermiques. En parallèle, le parc vieillissant a forcé des entretiens programmés afin de pouvoir maintenir la vitalité de ces installations.

La société publique Union Electrica (UNE) a confirmé qu'il s'agissait d'une situation affectant différentes provinces de l'île. Depuis plusieurs semaines, les provinces de La Havane, Cienfuegos, Santiago de Cuba, Camagüey et Matanzas font face à des coupures de courant planifiées d'une durée de 4 à 6 heures par jour en moyenne. De même, l'UNE a exhorté le secteur résidentiel à renforcer l'utilisation rationnelle de l'électricité. Le ministère de l'énergie a assuré que « des travaux étaient en cours afin de récupérer à court terme la disponibilité de la production thermique ». Cuba reste largement dépendant des ressources fossiles (105 000 b/j actuellement pour satisfaire sa demande intérieure) et des importations, seul 1/3 du pétrole étant produit sur l'île.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 7 juillet 2021</i>	Part de la population ayant reçu une dose de vaccin contre le COVID-19 <i>Dernier point connu</i>
Costa Rica	377 091 <i>Décès : 4 753</i>	33,47% <i>(05/07)</i>
Cuba	218 396 <i>Décès : 1 431</i>	25,84% <i>(05/07)</i>
Guatemala	308 273 <i>Décès : 9 573</i>	4,59% <i>(06/07)</i>
Haïti	19 172 <i>Décès : 467</i>	N/A
Honduras	270 689 <i>Décès : 7 175</i>	8,54% <i>(03/07)</i>
Jamaïque	50 497 <i>Décès : 1 108</i>	5,84% <i>(25/06)</i>
Nicaragua	8 461 <i>Décès : 192</i>	2,53% <i>(21/05)</i>
Panama	411 226 <i>Décès : 6 599</i>	24,74% <i>(06/07)</i>
El Salvador	80 932 <i>Décès : 2428</i>	27,37% <i>(06/07)</i>
République dominicaine	331 826 <i>Décès : 3 870</i>	46,99% <i>(06/07)</i>